

REPUBLIQUE DU TCHAD

----****----

MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA PROMOTION
DE L'ENTREPREUNARIAT

----****----

SECRETARIAT D'ETAT

----****----

SECRETARIAT GENERAL

----****----

DIRECTION GENERAL DE LA JEUNESSE

----****----

UNITE- TRAVAIL - PROGRES

وحدة – عمل – تقدم



جمهورية تشاد

وزارة الشباب والرياضة وترقية ريادة

الأعمال

أمانة الدولة

الأمانة العامة للوزارة

TERMES DE REFERENCE

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET NATIONAL CHARGE DE LA CONDUITE DU PROCESSUS
D'ELABORATION DU DOCUMENT DE LA POLITIQUE NATIONALE DE L'ENTREPREUNARIAT DES
JEUNES AU TCHAD.**

Composante	Composante 1 : Générer la demande pour les produits Santé Reproductive Maternelle, Néonatale, Infantile et Nutritionnelle (SRMNIN)
Sous Composante	Sous-Projet : Insertion socio-professionnelle des filles et femmes
Références au PTBA 2023 non objecté	1.2.4.2.3.12 Recruter un consultant pour l'élaboration du document de stratégie nationale de l'entrepreneuriat des Jeunes

I. CONTEXTE

Une analyse dynamique de l'environnement socio-économique du Tchad permet de constater que lors des deux (2) dernières décennies, l'évolution de l'appareil productif a été ponctuée par la survenance d'énormes chocs de nature à malheureusement compromettre, la vision du Tchad d'être un pays émergent d'ici 2030. La parfaite illustration de cette déficience du système productif est la faible création de valeur qui impacte le niveau de chômage désormais endémique. L'emploi des jeunes et femmes, sous-groupes de la population les plus exposés, constitue l'une des problématiques majeures au cœur de l'opérationnalisation de la vision 2030 à travers le Plan National de Développement (PND 2017 -2021) déjà en terme et le prochain (PND 2024 -2028) en cours de préparation.

Aussi, un diagnostic rapide du marché de travail au Tchad avec un focus sur les jeunes et les femmes demandeurs d'emplois, relève que la création d'emplois par le recrutement direct à la fonction publique et celui effectué par quelques grandes entreprises de la place ont empiriquement prouvé leurs limites. A titre illustratif, la louable et ambitieuse promesse d'intégration de 5 000 jeunes à la fonction publique à la fin d'année dernière, n'a pas permis d'absorber la moitié de plus de 65 000 dossiers en instance d'intégration. Dès lors, la question fondamentale qui se pose est celle de savoir, quel sera donc le sort des autres jeunes et femmes chômeurs dont le nombre ne cesse de croître chaque année ?

Au regard de cette situation, l'entrepreneuriat apparaît sans doute comme une solution alternative permettant en outre, d'absorber rapidement le nombre sans cesse croissant de chômeurs. Pour cela, il faut donc disposer la conscience collective à **recourir à l'entrepreneuriat comme mécanisme de résorption du chômage** en milieu jeunes et de relance de l'économie dans le contexte actuel.

La vision « le Tchad que nous voulons » traduit la ferme volonté du Gouvernement tchadien et ses partenaires au développement à contribuer efficacement, à résoudre de manière durable la problématique de l'emploi des jeunes et femmes par la promotion de l'Entrepreneuriat en milieu jeune, la formation professionnelle orientée vers le métier et la promotion de la culture de volontariat.

Cette initiative est en parfaite cohérence avec les axes stratégiques de la Politique Nationale de la Jeunesse adoptée le 30 avril 2019, par Décret N° 501/PR/MJSPE/2019 ainsi que celle de la Politique Nationale de l'Emploi, adoptée le 05 juillet 2019, par décret N° 905/PR/MJSPE/2019.

Face donc à la capacité limitée du marché du travail d'offrir des possibilités d'emplois décents aux jeunes, une situation qui devient de plus en plus inquiétante, il est nécessaire de promouvoir de nouvelles stratégies permettant aux jeunes de créer leurs emplois et de contribuer positivement à l'économie et à la société.

L'entrepreneuriat s'est peu à peu imposé comme le moteur du développement économique et social à travers le monde entier. Les entrepreneurs sont perçus comme les piliers de l'économie de marché, et leurs activités comme créatrices de valeur, d'emploi et des avantages multiples pour les consommateurs. De ce fait, l'entrepreneuriat est considéré comme un instrument clé du processus de création de richesses permettant d'améliorer la compétitivité entre les nations, de favoriser la croissance économique et d'accroître les possibilités d'emploi. C'est dans cette optique que le Tchad à l'instar d'autres pays d'Afrique se lance dans la promotion de l'entrepreneuriat au cœur de son développement.

La privatisation des entreprises publiques et l'accroissement du taux de chômage, ont rendu à l'évidence que l'Etat ne peut plus offrir autant de postes d'emplois qu'il y a des chercheurs d'emploi, par conséquent, l'entrepreneuriat représente une solution pour la création de richesses et d'emplois.

Etant donné que la jeunesse constitue indéniablement « le présent et l'avenir d'une Nation », le constat qui se dégage est que cette jeunesse est aujourd'hui confrontée à un nombre important de difficultés de la vie qui sont entre autres la faible qualification, l'insuffisance d'une culture entrepreneuriale ainsi que l'inaccessibilité relative aux crédits, les exposent de plus en plus au chômage et au sous-emploi, avec de nombreuses conséquences, notamment la délinquance, le banditisme, la prostitution...

Il faut reconnaître que la contribution du secteur privé à la création de la richesse est très faible. Il y a lieu d'affirmer que cette contribution n'a pas significativement évolué depuis les années de l'indépendance. De même, la structure du secteur privé constitué de 30761 unités économiques (INSEED, 2014) dont près de la moitié est localisée dans la ville capitale N'djamena pose de nombreux défis en matière de dynamique d'aménagement du territoire. D'autres indicateurs tels que le pourcentage des entreprises individuelles (97,9%), le pourcentage des entreprises commerciales (76,2%), le pourcentage des chefs d'entreprise femmes (3%), et le pourcentage des chefs d'entreprises sans diplôme (70%) sont évocateurs du niveau élevé d'efforts qu'il y a à entreprendre de la part de toutes les parties prenantes pour amener le secteur privé tchadien à jouer le rôle qui doit être le sien et qu'il peine à évoluer d'un secteur informel statique vers un secteur formel dynamique et attendu par tous.

Ces constats ne sont pas nouveaux et les autorités tchadiennes en sont conscientes. Tous les instruments de politique de développement élaborés depuis une quarantaine d'années de manière endogène ou alors avec l'appui des partenaires techniques et financiers (PTF) – ont marqué la volonté de « dynamiser » le secteur privé dans une optique de réelle diversification de l'économie. Le pays dispose de nombreuses potentialités sous exploitées dont le secteur privé peut se saisir pour accélérer la croissance et assurer un développement inclusif du pays.

Pour y parvenir, une dense réflexion préalable s'impose. Une démarche critique et constructive enrichie des expériences passées et actuelles en matière de promotion l'entrepreneuriat, pour fixer de nouvelles orientations grâce à une démarche participative (présence réelle de toutes les parties prenantes du secteur privé tchadien et prise en compte de leurs attentes) s'avère indispensable.

C'est dans cette perspective que le Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entrepreneurial à travers la Direction Générale de l'Entrepreneuriat et Emploi-jeunes, trouve nécessaire d'élaborer un document stratégique et de référence en matière d'entrepreneuriat. Car, une fois le document élaboré, puis validé tant au plan technique national que politique, il permettra au Département d'orienter et de canaliser toutes les énergies et les opportunités pour jeter les jalons à même de booster l'économie nationale, de créer des multiples richesses et emplois en faveur des nombreux jeunes tchadiens, en quête du mieux-être.

L'élaboration de la Politique Nationale de constitue l'une des préoccupations majeures du Ministère en charge de la Jeunesse et de l'Entrepreneuriat. Une fois élaboré et validé, ce document cadre permettra d'identifier les problèmes que rencontrent les jeunes en matière de l'entrepreneuriat, leur offrir des espaces de formation et d'orientation en vue d'accéder aux opportunités d'investissement, afin de contribuer véritablement au développement socioéconomique.

C'est dans ce contexte que le Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entrepreneurial a pris l'initiative visant à élaborer ce document. Ce terme de référence est rédigé en vue de recruter un cabinet chargé de conduire le processus d'élaboration de la Politique Nationale de l'Entrepreneuriat des Jeunes au Tchad.

II. OBJECTIFS

L'objectif général est de disposer d'un document de Politique Nationale de l'Entrepreneuriat des Jeunes au Tchad en vue de contribuer à l'amélioration de l'environnement entrepreneurial en milieu jeune.

Plus spécifiquement, il s'agira de:

- Diagnostiquer l'écosystème entrepreneurial au Tchad ;
- Identifier les obstacles qui freinent le développement de l'entrepreneuriat au Tchad dans les 23 provinces ;
- Identifier les attentes et les aspirations des jeunes entrepreneurs dans le pays ;
- Identifier les opportunités d'investissement et les créneaux porteurs en faveur des jeunes ;

- Analyser les forces et les faiblesses, les opportunités et les menaces, et renforcer le dispositif institutionnel et réglementaire en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes ;
- Améliorer les connaissances sur la disponibilité et l'accessibilité aux financements des jeunes porteurs des projets entrepreneuriaux ;
- Définir la vision, la mission, les valeurs et doter le Ministère d'un Document d'orientation stratégique en matière d'Entrepreneuriat des Jeunes au Tchad.

III. RESULTATS ATTENDUS

- Le diagnostic de l'Ecosystème entrepreneurial au Tchad est réalisé ;
- Les obstacles qui freinent le développement de l'entrepreneuriat au Tchad à travers les 23 provinces sont connus et un plan d'action opérationnel est dégagé ;
- Les attentes et les aspirations des jeunes sont identifiées et reformulées en axes stratégiques ;
- Les opportunités d'investissement et les créneaux porteurs sur le plan entrepreneurial en faveur des jeunes sont identifiés ;
- Le dispositif institutionnel et réglementaire en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes est renforcé ;
- Les orientations relatives à la disponibilité et l'accessibilité des financements aux jeunes porteurs des projets entrepreneuriaux sont disponibles ;
- Le Ministère dispose d'un document d'orientation stratégique en matière d'Entrepreneuriat des Jeunes au Tchad.

IV. ROLE, RESPONSABILITES ET TACHES DU CABINET

De façon générale, le rôle du Cabinet National consiste à conduire tout le processus d'élaboration et de validation du document de la Politique Nationale de l'Entrepreneuriat des Jeunes au Tchad (de la phase de documentation, du diagnostic, d'élaboration et d'administration des outils d'enquête, de la collecte et du traitement des données ainsi que de la rédaction du draft zéro et des étapes de la validation technique et nationale. Le consultant travaillera en étroite collaboration avec l'équipe de la Direction Générale de l'Entrepreneuriat.

Sous le contrôle du comité directoire composé des ministères sectoriels impliqués dans la mise en œuvre du projet SWEDD et dans l'élaboration dudit document, la supervision générale de l'UGP SWEDD, la supervision directe du ministère en charge de l'entrepreneuriat, le cabinet est chargé de :

- Développer le chronogramme de l'élaboration du document ;
- Développer un protocole et les outils pour l'élaboration du document ;

- Faire valider le protocole et les outils par le comité directeur ;
- Recruter un personnel complémentaire d'appui à l'élaboration du document si nécessaire ;
- Organiser éventuellement la formation de ce personnel supplémentaire ;
- Organiser la collecte des données sur le terrain si nécessaire ;
- Traiter et analyser les données collectées ;
- Soumettre une version préliminaire/provisoire des résultats au comité directeur pour obtenir leurs commentaires ;
- Elaborer le document de la politique nationale de l'entrepreneuriat des jeunes au Tchad à soumettre au ministère en charge de l'entrepreneuriat après avis du comité directeur et de l'UGP SWEDD ;
- Faire valider le rapport lors d'un atelier regroupant différents acteurs et utilisateurs d'un tel document ;
- Produire le rapport final du document de la politique nationale de l'entrepreneuriat au Tchad prenant en compte les amendements des parties prenantes.

V. METHODOLOGIE ET DEROULEMENT DE LA MISSION

La mission sera supervisée par le Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse, des Sports, des Loisirs et du Leadership Entrepreneurial, la Direction Générale de l'Entrepreneuriat accompagné de ses directions techniques, en partenariat avec l'UGP SWEDD. A cet effet :

- Un cahier de charge définissant les tâches sera remis au cabinet;
- Un briefing sera organisé au démarrage de la mission pour situer le contexte ;
- Des rapports d'étapes seront rédigés pour présenter le niveau d'avancement de la mission ;
- Le premier draft du document sera présenté dans les 50 jours pour un examen interne ;
- Le rapport provisoire de la mission sera déposé dans un intervalle de 60 jours ;
- Le rapport complet provisoire prenant en compte les observations de la validation technique sera disponible dans les 70 jours ;
- Le rapport final qui prendra en compte toutes les observations de l'atelier de validation national, sera déposé dans les 90 jours de travail effectif.

VI. PROFIL DU CABINET

Il s'agit de recruter un cabinet ou bureau d'études national spécialisé dans le domaine de l'entrepreneuriat avec une expérience dans l'élaboration des politiques et stratégies.

Le Cabinet doit être disponible à travailler avec les ministères sectoriels notamment le ministère en charge de l'entrepreneuriat dans le cadre de cette consultation. Il doit démontrer une capacité à rendre compte promptement et efficacement.

Le cabinet qui sera sélectionné doit avoir au moins 5 ans d'expériences dans le secteur de l'entrepreneuriat. Il doit (i) justifier d'une excellente connaissance des procédures des bailleurs bilatéraux, (ii) justifier d'une existence légale et être à jour vis-à-vis de l'administration fiscale, (iii) disposer des cadres compétents et respectant l'éthique morale.

Le Cabinet retenu s'engagera à mettre en place une équipe complète et compétente pour réaliser le travail requis dans de bonnes conditions.

Il devra mettre en place une équipe pluridisciplinaire composée au moins des experts, ayant les qualifications ci-après :

- ✚ Un Chef de mission, Spécialiste en Entrepreneuriat (création, développement et reprise d'entreprise) /Master en Business Management Administration (MBA)/ Master 2 en Sciences économiques ou sociales ;
- ✚ Avoir une expérience avérée dans la conduite de mission de consultance et d'évaluation des projets à caractère social ou économique ;
- ✚ Avoir une bonne connaissance du secteur de l'entrepreneuriat dans la sous-région, en général et au Tchad, en particulier ;
- ✚ Avoir une bonne maîtrise du domaine de l'économie sociale et solidaire ;
- ✚ Avoir un minimum de 5 ans d'expériences dans la collecte et le traitement des données (qualitatives et quantitatives) ;
- ✚ Avoir un expert en économie et statistique (BAC+5) avec 5 années d'expériences ;
- ✚ Avoir un expert en démographie/sociologie (BAC+5) avec 5 années d'expériences au moins et expérience pratique des projets financés par les bailleurs la Banque Mondiale.

VII. DUREE DE LA CONSULTANCE

La durée de la mission est de 90 jours calendaires couvrant aussi bien la revue documentaire, la collecte de données et l'élaboration du document de la politique nationale d'entrepreneuriat au Tchad.